

Nous irons jusqu'au bout, jusqu'au retrait du projet Macron-Delevoye !

M. Delevoye, dont il est établi clairement qu'il agissait au compte des assureurs privés, vient de démissionner. **Qu'il parte avec son projet !** C'est ce que des millions exigent depuis le 5 décembre.

Le hold-up qu'entend organiser le gouvernement

Nous le répétons, le véritable but de ce gouvernement est de permettre aux assurances privées et aux fonds de pension de mettre la main sur l'argent de nos retraites. M. Delevoye n'est qu'un lobbyiste à leur service. Et ce gouvernement ne cesse de mentir et de ruser pour servir des intérêts privés. Le premier ministre et son ministre de l'Education nationale mentent lorsqu'ils prétendent que pas un fonctionnaire de l'Education nationale ne perdra avec le régime universel par points.

Il est maintenant connu de tous que la fin du calcul des pensions sur la base de la rémunération des 6 derniers mois aboutirait à des pertes de centaines d'euros de pensions par mois.

- Une seconde arnaque, moins mise au jour, nous est donnée par le rapport Delevoye. Ce dernier indique que la part employeur de l'Etat dans le régime universel de retraite serait de 16,872 % du salaire brut des actifs. Or actuellement, en application du Code des pensions, les ministères employeurs contribuent au versement des pensions de retraite à hauteur de 74,28 %.
- Prenons l'exemple d'un enseignant qui perçoit un salaire brut mensuel de 2 731,95 €. La contribution employeur pour la pension versée aux retraités est actuellement de 2 029,29 €. Demain avec le régime universel, elle ne serait plus que de 460,93 €. Le gain pour le ministère est donc de 1 568,36 €.

Ainsi, quand le gouvernement parle d'indemnités ou de primes pour les enseignants, cela ne lui coûtera rien, au contraire ! Par ailleurs, il ne donne aucun détail : combien ? pour quels agents ? dans combien de temps ? Ce qui est sûr, c'est qu'il compte remettre en cause les statuts.

Ce qui est certain, c'est que le gouvernement veut économiser des dizaines de milliards d'euros sur les pensions des fonctionnaires : pour le seul ministère de l'Education nationale, environ 16,3 milliards par an ne seraient pas versés dans la caisse du régime universel. A ce rythme, dans quelques années, un gouvernement pourrait constater que la caisse de retraite du régime universel est en déficit et qu'il faut donc baisser la valeur du point !

Delevoye a été contraint de démissionner, c'est maintenant qu'il faut les arrêter !

Les salariés seront massivement en grève et dans la rue mardi 17 décembre pour le retrait du plan Macron-Delevoye. La FNEC FP-FO appelle les personnels à se réunir en AG pour décider la grève jusqu'au retrait. Si le gouvernement ne recule pas, alors on ne reprend pas le travail. Comme nos collègues de la RATP et de la SNCF, on bloque tout jusqu'au retrait de la réforme.

Dans l'Education nationale comme dans tous les secteurs : Assemblées Générales partout, décidez la grève jusqu'au retrait et organisez sa généralisation !

Montreuil, le 16 décembre 2019